

Le 21 décembre 2021

PAR COURRIEL

Alexandra Lavoie
Journaliste pour Rebel News
alexandra@rebelnews.com

Objet : Réponse – Demande d'accès à l'information reçue le 7 décembre 2021

Madame,

La présente a pour objet le suivi de votre demande d'accès à l'information reçue le 7 décembre 2021, visant à obtenir :

«Le 29 août 2017, monsieur Patrice Roy a rejoint le conseil d'administration en tant que vice-président, donc :

- 1) Quel est le pouvoir décisionnel de Patrice Roy au sein du conseil d'administration du fonds de recherche du Québec?
- 2) À quel niveau les intérêts commerciaux de Pfizer influencent-ils la prise de décision?
- 3) Quelle relation Monsieur Quirion et monsieur Roy entretiennent-ils?
- 4) Quelles garanties, s'il y en a, sont en place pour empêcher que l'intérêt commercial de Pfizer n'influence la prise de décision? »

Après analyse, nous vous informons que nous ne pouvons pas accéder à votre demande en ce qui concerne les points 2 et 3 de votre demande (articles 1, 9, 15 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, RLRQ, c. A-2.1) (ci-après la Loi). En effet, il ne s'agit pas d'une demande visant un document au sens de la loi.

En ce qui concerne le point 1, nous vous confirmons que M. Patrice Roy est vice-président du CA seulement depuis le 15 juin 2021. À ce titre, il a les pouvoirs qui lui sont conférés par le règlement de régie interne (Voir site web du FRQS : https://frq.gouv.qc.ca/app/uploads/2021/04/rri_frqs_avril-2018_vf.pdf)

En ce qui concerne le 4^e point, en ligne avec le Règlement sur l'éthique et la déontologie des administrateurs publics, le FRQS s'est doté de règles d'éthique, qui incluent un volet sur la gestion des conflits d'intérêts (voir site web du FRQS : <https://frq.gouv.qc.ca/app/uploads/2021/04/code-dethique-et-de-deontologie-des-administrateurs-2016-frqs-2.pdf>).

Conformément à l'article 51 de la Loi, nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez ci-joint une note explicative à cet effet.

Prenez note que conformément au *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1, r. 2), l'information concernant votre demande sera également diffusée dans le site web du Fonds de recherche du Québec – Santé. Nous vous assurons que votre identité ne sera pas diffusée.

Veillez accepter nos salutations distinguées.

A handwritten signature in blue ink that reads "Mylène Deschênes".

Me Mylène Deschênes, B.C.L., LL.B., LL.M.
Responsable de l'accès à l'information
Directrice, affaires éthiques et juridiques

p.j. Avis de recours (art. 46, 48 et 51) et Extraits de la Loi

Avis de recours (art. 46, 48 et 51 de la Loi)

À la suite d'une décision rendue en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

Révision

a) Pouvoir

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision. La demande de révision doit être faite par écrit et elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

Québec

Bureau 2.36
525 boul. René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5S9
Tél. : 418 528-7741
Numéro sans frais : 1 888 528-7741
Télec. : 418 529-3102
Courrier électronique : cai.communications@cai.gouv.qc.ca

Montréal

Bureau 900
2045, rue Stanley
Montréal (Québec) H3A 2V4
Tél. : 514 873-4196
Numéro sans frais : 1 888 528-7741
Télec. : 514 844-6170
Courrier électronique : cai.communications@cai.gouv.qc.ca

b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites à un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres textes de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La Loi prévoit explicitement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).

**Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements
personnels, RLRQ, c. A-2.1
EXTRAITS**

1. La présente loi s'applique aux documents détenus par un organisme public dans l'exercice de ses fonctions, que leur conservation soit assurée par l'organisme public ou par un tiers.

Elle s'applique quelle que soit la forme de ces documents: écrite, graphique, sonore, visuelle, informatisée ou autre.

9. Toute personne qui en fait la demande a droit d'accès aux documents d'un organisme public.

Ce droit ne s'étend pas aux notes personnelles inscrites sur un document, ni aux esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature.

15. Le droit d'accès ne porte que sur les documents dont la communication ne requiert ni calcul, ni comparaison de renseignements.

47. Le responsable doit, avec diligence et au plus tard dans les vingt jours qui suivent la date de la réception d'une demande:

[...]

3° informer le requérant que l'organisme ne détient pas le document demandé ou que l'accès ne peut lui y être donné en tout ou en partie;

[...]

Si le traitement de la demande dans le délai prévu par le premier alinéa ne lui paraît pas possible sans nuire au déroulement normal des activités de l'organisme public, le responsable peut, avant l'expiration de ce délai, le prolonger d'une période n'excédant pas 10 jours. Il doit alors en donner avis au requérant par courrier dans le délai prévu par le premier alinéa.